

Travaux du conseil de gouvernement du 01/03/2012



Adoption d'un projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la protection des personnes contre les disparitions forcées

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi, un projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la protection des personnes contre les disparitions forcées.

M. Mostapha El Khalfi, ministre de la communication, porte-parole du gouvernement a fait savoir, dans un point de presse à l'issue du conseil, qu'il s'agit du projet de loi 20-12, qui constitue, a-t-il dit, une avancée qualitative en matière de consécration des libertés et des droits de l'homme.

Ce projet considère, en effet, la disparition forcée comme un crime réprimé par le droit pénal et prévoit des peines conséquentes à la mesure de la gravité de ce crime. Dans ce sens, il stipule qu'il n'y aura prescription qu'après un long délai, et garantit le droit à la réparation et à une indemnisation, avec célérité, équité et en proportion du préjudice subi.

La convention prévoit entre autres la présentation d'un rapport annuel sur les mesures prises en vue de son exécution dans les deux ans qui suivent son entrée en vigueur.

La convention sur la disparition forcée inaugurera une collaboration entre le Maroc et la communauté internationale

Le ministre de la Justice et des libertés, M. Mustapha Ramid, a indiqué que la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, qui sera examinée Jeudi en Conseil de gouvernement en vue de son adoption, inaugurera une collaboration entre le Maroc et la communauté internationale sur des cas de disparition ou d'enlèvement présumés.

Dans une déclaration à la presse avant la réunion du conseil, M. Ramid a expliqué que cette convention entraînera une implication de la société civile dans le suivi de ces cas au niveau local, mais également à travers les rapports qui seront soumis par le Royaume aux instances internationales chargées des droits humains. Elle va aussi ouvrir la voie à des plaintes individuelles qui pourront être déposées par des personnes qui se disent victimes d'enlèvement ou de disparition forcée, a ajouté le ministre.

"Le Maroc ne veut pas que de telles pratiques lui soient attribuées, ni dans le présent, ni dans le futur", a affirmé M. Ramid.

"Les mesures vont bon train pour l'approbation et la mise en œuvre de cet instrument international, en réponse à la volonté du gouvernement et du mouvement des droits de l'homme au Maroc", avait déclaré M. Ramid devant la Chambre des représentants, en réponse à une question orale.

Il avait à cet égard expliqué que certaines dispositions de cette convention internationale étaient effectivement mises en application, rappelant que la Constitution criminalise, dans son article 23, la disparition forcée, et que la déclaration gouvernementale insiste sur la mise en œuvre de cette convention.

Le Maroc, qui avait mis en place l'Instance équité et réconciliation pour tourner définitivement la page des violations passées des droits de l'Homme, a participé activement, selon le ministre, à l'élaboration de la Convention en question, adoptée par le conseil des droits de l'Homme de l'ONU.

La publication de la liste des bénéficiaires des agréments s'inscrit dans le cadre de la transparence et du droit à l'information

La publication par le ministère de l'Équipement et du Transport de la liste des bénéficiaires des agréments s'inscrit dans le cadre du renforcement de la transparence et du processus de la réforme "globale et intégrée" du système des agréments et privilèges comme prévu par le programme gouvernemental, a indiqué, jeudi à Rabat, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, M. Mustapha El Khalfi.

La publication de cette liste s'inscrit aussi dans le cadre de l'engagement du gouvernement à garantir le droit à l'information de tous les citoyens et de la consolidation de la bonne gouvernance, tel que stipulé par la Constitution, a-t-il ajouté en réponse à une question à l'issue du Conseil du gouvernement.

Cette mesure, a-t-il poursuivi, intervient également pour garantir la transparence requise dans la gestion des agréments et privilèges.

Le démantèlement douanier aura un impact positif sur le consommateur et les entreprises marocaines

Le processus de démantèlement douanier qui entre en vigueur aujourd'hui même aura un impact positif sur le consommateur et les entreprises marocaines appelées à renforcer leur compétitivité, a affirmé jeudi à Rabat, le ministre de l'Économie et des finances, M. Nizar Baraka.

Dans une déclaration à la presse peu avant la tenue du conseil de gouvernement, M. Baraka a noté que le démantèlement douanier, lancé il y a dix ans, aura un impact positif sur les entreprises marocaines, du fait que la baisse des tarifs douaniers sur les matières premières est à même de contribuer à la réduction des coûts de production au Maroc.

La suppression définitive des tarifs douaniers requiert le développement de la compétitivité de l'économie nationale à travers l'amélioration de la compétitivité des entreprises marocaines et leur productivité ainsi que la modernisation du tissu productif national, a-t-il dit.

L'étape finale du démantèlement douanier porte sur la réduction de 2,5 pc des tarifs, a-t-il indiqué, ajoutant que les répercussions de ce processus sont devenues plus importantes après l'entrée en vigueur de l'accord d'association Maroc-UE en mars 2000.

L'année 2012 est l'ultime étape du processus de démantèlement douanier entre le Maroc et l'UE lancé en mars 2000, en vertu d'un accord d'association Maroc-UE signé en février 1996 qui consiste en l'exonération totale des produits industriels en provenance de l'UE à partir de mars 2012, à l'exception de la TVA, la taxe intérieure de consommation et les droits de douanes.